

Service de la Coordination et du soutien  
interministériels  
Bureau de l'environnement

**Arrêté préfectoral complémentaire n° A6558 du 23 JAN. 2025  
modifiant l'arrêté préfectoral n° A6375 du 25 mai 2022  
autorisant la société Heidelberg Materials France Ciments  
dont le siège social est situé à tour Alto, 4 place des saisons, 92400 Courbevoie  
à exploiter les activités de la cimenterie située au 1 rue du fief d'Argent à Airvault.**

La Préfète des Deux-Sèvres  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 15 février 2022 nommant Madame Emmanuelle DUBÉE, en qualité de préfète des Deux-Sèvres ;
- Vu** le décret du Président de la République du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER, en qualité de sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement «, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale N° A6375 du 24 mai 2022 portant actualisation de la situation administrative de la cimenterie d'Airvault dans le cadre de la construction d'une nouvelle ligne de cuisson, demande présentée par la société CEMENTS CALCIA située au 1 rue du Fief d'argent à Airvault ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;
- Vu** la modification notable portée à la connaissance de Madame la Préfète par la société Heidelberg Materials France Ciments le 27 août 2024 concernant la mise en place d'un nouveau broyeur à ciment vertical B10 et le dossier joint ;
- Vu** la modification notable portée à la connaissance de Madame la Préfète par la société Heidelberg Materials France Ciments le 2 octobre 2024 relative au remplacement provisoire de la cuve COMBAL ;

**Vu** la demande du 15 novembre 2024 de report de la date de fin de travaux compte tenu du décalage de mise en service du nouveau four ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 janvier 2025 ;

**Vu** le courrier transmis à l'exploitant le 8 janvier 2025 pour lui permettre de formuler des observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire dans un délai de 15 jours ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 22 janvier 2025 ;

**Considérant** que les projets de modifications ne constituent pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que la mise en place d'un nouveau broyeur à ciment vertical en remplacement de 4 petits broyeurs doit permettre une meilleure efficacité énergétique et une plus grande flexibilité pour la production de ciment bas carbone ;

**Considérant** que le remplacement provisoire de la cuve de combal s'impose compte tenu de la nécessité de changer le silo existant suite à des mesures d'épaisseurs réalisées sur ce dernier ;

**Considérant** que le report de la date de fin des travaux d'aménagement est lié au décalage de la mise en service du nouveau four ;

**Considérant** que les modifications apportées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement mais qu'il y a néanmoins nécessité d'adapter l'autorisation environnementale pour prendre en compte ces évolutions.

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - Exploitant**

La société Heidelberg Materials France Ciments, dont le n° SIRET 654 800 689 00121, et dont le siège social est situé à Tour Alto, 4 place des saisons, 92400 Courbevoie, autorisée à exploiter les installations située sur le territoire de la commune d'Airvault au 1 rue du fief d'Argent, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

## Article 2 – Articles modifiés

### Article 2.1 Installations classées pour la protection de l'environnement

Les quantités autorisées au titre de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement visées dans le tableau de classement de l'article 1.2.1 sont les suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation / Quantité autorisée Avant mise en service du broyeur B10 et de la nouvelle ligne de cuisson	Nature de l'installation / Quantité autorisée Après la mise en service du broyeur B10 et de la nouvelle ligne de cuisson	Régime
2515-1-a	Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes 1 - La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	700 kW : concasseur 4400 kW broyeurs à cru 12900 kW : broyeurs ciment, 310 kW : charbon, 900 kW : expéditions  TOTAL 19 210 kW	Concasseur : 1250 kW - Broyage cru : 2800 kW + 4500 kW - Broyeurs ciments 12200 kW - Expéditions : 900 kW  TOTAL 21650 kW électrique	E

E : Enregistrement

### Article 2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Les tableaux relatifs aux broyeurs de l'article n° 2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2022 susvisé sont remplacés après la mise en service du broyeur B10 et l'arrêt des broyeurs n° 5, 6, 7, et 8 par les tableaux suivants :

Paramètre		Concentration mg/Nm <sup>3</sup> en valeur journalière moyenne	flux en kg/j
Poussières, y compris particules fines	Broyeur à ciment n°9	10 mg/Nm <sup>3</sup>	7 kg/j
	Broyeur à ciment n°10		25 kg/j
	Séparateur du broyeur à ciment n°9		1,55 kg/j

## Article 2.3 Début des travaux et durée de la phase chantier

Les travaux d'aménagement visés article 4.2.3 peuvent se dérouler sous réserve du respect des contraintes calendaires posées à l'article 4.2.8 de l'arrêté du 25 mai 2022 jusqu'à fin 2025.

## Article 3 – Article complété

### Article 3.1 Conception des installations

L'article n° 2.1 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2022 susvisé est complété par les dispositions de l'article 2.1.3 suivant :

#### 2.1.3 Conduits et installations raccordés à la mise en service du broyeur B10

N° de conduit	Installations raccordées	Débit / vitesse d'éjection mini	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	Ligne de cuisson : Four, refroidisseur à clinker, tour à cyclones et broyeur à cru	Combustion : 450 000 Nm <sup>3</sup> /h refroidisseur : 120 000 Nm <sup>3</sup> /h laveur de gaz : 50 000 Nm <sup>3</sup> /h 16 m/s	Gaz naturel, charbon/coke moulu, CSR produits par des installations reconnues et autres déchets visés article 7.3	Hauteur 135 m diamètre 4,5 m
Conduit N° 2	Exhaures broyeurs à ciment n° 9	32 700 Nm <sup>3</sup> /h 9 m/s	/	Hauteur 30 m diamètre 1,3 m
Conduit N° 3	Exhaure du séparateur du broyeurs B9	37 700 Nm <sup>3</sup> /h pour le séparateur du broyeur 9 20 m/s	/	Hauteur 30 m diamètre 0,6 m
Conduit N° 4	Exhaures broyeurs à ciment n° 10	105 000 Nm <sup>3</sup> /h 21 m/s	/	Hauteur 45m diamètre 2,5 m

Avant rejet, les fumées en sortie de four de clinkérisation sont traitées par :

- Des filtres à manches pour capter les poussières ;
- Un by-pass pour maîtriser les émissions de chlore ;
- Une injection d'eau ammoniaquée pour maîtriser les NOx ;
- Et un laveur de gaz pour maîtriser les émissions de SO2.

Avant rejet, chacun des 2 broyeurs à ciment est équipé de filtres à manches

#### **Article 4 – Nouvelle prescription**

Les cuves de remplacement provisoire de la cuve « COMBAL » seront disposées aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques figurant dans le porter à connaissance transmis le 2 octobre 2024.

La mise en place du nouveau silo et le démantèlement des cuves provisoires devront intervenir avant le 31 août 2025.

#### **Article 5 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

## **Article 6 – Publicité**

En vue de l'information des tiers :


- 1°) une copie du présent arrêté est déposée en mairie d'AIRVAULT et peut y être consultée ;
- 2°) un extrait dudit arrêté est affiché en mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux ;
- 3°) le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la Préfecture ;
- 4°) l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres, pendant une durée minimale de quatre mois.

## **Article 7 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, le sous-préfet de l'arrondissement de Parthenay, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et le maire d'Airvault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont une copie sera notifiée à la société Heidelberg Materials France Ciments.

Niort, le **23 JAN. 2025**

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,



**Patrick VAUTIER**



Situation des conduits de rejet dans l'air à la mise en service du broyeur B10

